

MARS 2026

# Au-delà des flammes

Point de vue des Premières Nations concernant la préparation et le rétablissement en cas de feux de forêt

COLLECTIF POUR LA RÉSILIENCE DES PREMIÈRES NATIONS - WAABANG-GIIZHIG



# ActionCanada

Le Fellowship d'Action Canada est un programme de leadership en politiques publiques qui s'échelonne sur 10 mois. Il vise à approfondir la compréhension du Canada par les leaders émergent-e-s et à développer les compétences nécessaires pour relever les défis nationaux en matière de politiques publiques. Chaque année, Action Canada choisit un enjeu majeur que les fellows examinent au cours du programme. Répartis en groupes de travail, ils collaborent avec des expert-e-s et des parties prenantes à l'échelle nationale pour élaborer un rapport proposant des solutions politiques, dans le but d'enrichir le discours national sur les enjeux critiques auxquels les Canadien-ne-s sont confronté-e-s. En 2025-2026, le fellowship s'est concentré sur la résilience climatique.



**Public  
Policy  
Forum**

**Forum des  
politiques  
publiques**

Le Forum des politiques publiques (FPP) travaille à l'amélioration des résultats des politiques canadiennes en collaboration avec les élus et les fonctionnaires de tous les paliers de gouvernement, le secteur privé, les syndicats, les établissements d'enseignement supérieur, les ONG et les groupes autochtones. Organisation non partisane portée par ses membres, le FPP œuvre « de l'inclusion à la conclusion » en organisant des débats sur des questions politiques fondamentales et en préconisant de nouvelles options et des voies à suivre. Depuis plus de 30 ans, le FPP supprime les barrières entre les secteurs, contribuant ainsi à des changements appréciables qui permettent de construire un meilleur Canada.



## ÉDITION DIGITALE

Télécharger une version digitale de ce rapport

150 Elgin Street, bureau 904 | Ottawa, Canada K2P 1L4

© Action Canada Fellowship and Public Policy Forum, 2026.

# Table des matières

02	<b>À propos des auteurs</b>
07	<b>À propos de l'artiste</b>
08	<b>Résumé</b>
12	<b>Introduction et contexte</b>
14	<b>Lacunes et défis en matière de politiques</b>
18	<b>Principales conclusions : perspectives communautaires</b>
	Au-delà des flammes : impacts des feux de forêt et des déplacements forcés
25	<b>Modèles autochtones de préparation et d'intervention aux situations d'urgence</b>
	Rez Cross : coordination communautaire des secours d'urgence
27	<b>Turtle Team : soutien holistique aux personnes évacuées</b>
30	<b>Recommandations politiques</b>
	01: Renforcer les capacités autochtones de gestion des urgences
	02: Réorienter le financement fédéral vers la prévention, la préparation et l'intervention rapide
	03: Garantir un soutien culturellement adapté pendant les évacuations et les efforts de rétablissement
	04: Investir dans les infrastructures essentielles et l'accès
	05: Renforcer la coordination entre les autorités
37	<b>Conclusion</b>
38	<b>Annexe</b>
	Liste des personnes répondantes
39	<b>Notes de fin</b>
41	<b>Références</b>
43	<b>Remerciements</b>

# À propos des auteurs



## JOSEPH TOOTOOSIS

Joseph Tootoosis est membre de la Première Nation Flying Dust et conseiller des terres et de la stratégie économique chez Kihew Consulting and Research. Fort d'une dizaine d'années d'expérience, il se spécialise dans les terres des Premières Nations, la gouvernance et les stratégies de développement économique. M. Tootoosis a beaucoup travaillé sur les processus d'ajouts aux réserves en Saskatchewan et sur les terres non cédées en Colombie-Britannique. Formé dans le cadre du Harvard Project on Indigenous Governance and Development, il appuie la reconstruction des Nations en aidant les Premières Nations à concevoir des modèles de gouvernance, des stratégies et des structures commerciales fondés sur leurs propres priorités.



## MAGNOLIA PERRON

Magnolia Perron est une fière membre des Mohawks de la baie de Quinte du territoire mohawk de Tyendinaga. Elle est directrice de la stratégie et des partenariats pour l'Association nationale des sociétés autochtones de financement et lauréate de l'édition 2024 de l'Ottawa Business Journal et de l'Ottawa Board of Trade Forty Under 40. Mme Perron est titulaire d'une maîtrise en études autochtones et d'un diplôme d'études supérieures en politique et administration autochtones. Elle est une fervente défenseuse de l'entrepreneuriat et de la croissance économique autochtones, en plus de posséder une vaste expérience dans l'élaboration de politiques, la recherche et le développement de partenariats.



## NADIA GREEN

Nadia Green est infirmière autorisée des Premières Nations Saulteaux et membre de la Première Nation de Berens River, au Manitoba. Elle est candidate au doctorat en sciences infirmières de l'Université de l'Alberta. Ses recherches portent sur les expériences des Premières Nations en matière de soins de santé numériques. Mme Green enseigne les sciences infirmières au niveau collégial et a occupé des postes de direction à l'échelle nationale dans le domaine de l'informatique infirmière, notamment au sein de l'Association canadienne des écoles de sciences infirmières. Elle a reçu plusieurs prix nationaux pour ses contributions à la santé numérique et à l'éducation en sciences infirmières. Elle s'engage à améliorer l'accès aux soins de santé pour les communautés autochtones, particulièrement celles qui se trouvent dans des régions rurales et éloignées du Canada.





### **TAYLOR BEHN-TSAKOZA**

Taylor Behn-Tsakoza est une femme d'née et dane-zaa de la Première Nation de Fort Nelson qui a aussi des racines ancrées dans la Première Nation de Prophet River, située sur le territoire du Traité no 8. Elle est titulaire d'un baccalauréat en éducation physique et santé et d'une maîtrise en apprentissage autochtone inspiré de la terre. Mme Behn-Tsakoza est conseillère élue de sa nation et travaille comme agente de liaison pour le projet Tu Deh-Kah Geothermal. Ayant été elle-même leader jeunesse à l'échelle nationale, elle milite pour l'action climatique, le leadership des jeunes, la souveraineté alimentaire et l'engagement communautaire.



### **TERRI CARDINAL-NAYAWATATIC**

Terri Cardinal-Nayawatatic est une nehiyaw iskwew (femme crie) de la Nation crie de Saddle Lake, située sur le territoire du Traité no 6. Elle est coordinatrice de l'apprentissage communautaire et instructrice dans le programme de travail social de l'Université nuhelot'jine thaiyots'j nistameyimâkanak Blue Quills. Terri est titulaire d'une maîtrise en travail social autochtone et possède une formation approfondie en travail social, en leadership et en développement de la petite enfance. Lauréate du prix Esquao, elle est fortement engagée dans le soutien aux enfants, aux familles et au bien-être de sa communauté.



## POSITIONNEMENT DES AUTEURS

Nous abordons ce travail avec humilité et respect, en plus d'être en constante réflexion lorsque nous collaborons avec les communautés des Premières Nations. Nous ne parlons pas au nom d'elles; toutes les interprétations présentées dans ce rapport sont les nôtres.

Ce projet s'appuie sur un cadre fondé sur les droits des Premières Nations qui reconnaît les droits inhérents, la souveraineté et la compétence en matière de gestion des urgences, d'intendance des terres et de résilience climatique. Notre approche s'inspire des principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession (PCAP®) et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (Déclaration des Nations Unies) en donnant la priorité au savoir autochtone par rapport aux pratiques occidentales de gestion des urgences et en faisant appel à l'expertise des membres de la communauté. Nous avons suivi un processus itératif et avons creusé le sujet pour cibler la documentation pertinente, le matériel accessible au public, les experts, les professionnels et les représentants des communautés qui ont de l'expérience à combattre des feux de forêt au Canada.

Ce travail s'est appuyé sur la générosité, les connaissances et les expériences vécues des dirigeants des Premières Nations, des membres des communautés et des experts. Dans le cadre de ce projet et avec leur autorisation, nous nous sommes entretenus avec les parties prenantes principales afin d'intégrer leurs propos dans ce travail, tout en restant responsables de l'intégrité de leurs contributions.

Nous reconnaissons également le contexte colonial plus large qui façonne les systèmes de gestion des urgences et réaffirmons l'importance de la souveraineté des pratiques autochtones, des protocoles communautaires et des approches autochtones de recherche.

## RECONNAISSANCE DU TERRITOIRE

Action Canada reconnaît que son travail se déroule sur les territoires traditionnels et ancestraux des Premières Nations, des Inuits et des Métis à travers ce qui est aujourd'hui le Canada. Nous reconnaissons le lien durable entre les peuples autochtones et ces terres, et nous nous engageons à contribuer à la réconciliation par nos activités d'apprentissage, nos partenariats et notre travail de développement du leadership.

## DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ

Ce projet a été entrepris dans le cadre du fellowship d'Action Canada, un programme national de développement du leadership et d'engagement politique offert en partenariat avec le Forum des politiques publiques et Action Canada. Les points de vue, les opinions, les positions et les stratégies exprimés dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les points de vue, les opinions, les positions et les stratégies du Forum des politiques publiques, d'Action Canada, de la Fondation Action Canada et du gouvernement du Canada.

# À propos de l'artiste



## KEELY THOMPSON COOK

Keely Thompson Cook est une femme fièrement Kanien'kehá:ka (Mohawk) du territoire mohawk d'Akwesasne situé dans le sud de l'Ontario et au nord de l'État de New York. Elle est une graphiste autodidacte et elle s'inspire de la forêt, de la nature et des cours d'eau pour créer des motifs et des créations selon un point de vue propre aux Haudenosaunee. Keely est également inspirée par son défunt père et artiste, Derek Cook, à qui elle pense tous les jours et doit ses talents et sa créativité. Le symbolisme culturel joue un rôle important dans l'orientation et la narration visuelle de ses créations.

## BANDE DE FEU

Cet élément graphique est une interprétation personnalisée d'un tatouage Haudenosaunee qui symbolise l'histoire de la création. La flamme au centre de chaque dôme représente le rôle vital du feu dans le maintien de la vie, de la culture et de la communauté, tout en invitant les gens à réfléchir à l'importance du feu dans les traditions Haudenosaunee. Chaque dôme comporte aussi des symboles reliés à l'eau (les vagues) pour représenter l'équilibre que ces deux éléments apportent à nos écosystèmes.

## CHANGEMENT VIF

Ce motif est une représentation symbolique de la transformation causée par le feu. Présenté sous forme de feuille, le motif rappelle nos forêts à l'automne, une saison de transition, soulignant une période de renouveau. Les formes fluides de la feuille, combinées à sa palette de couleurs évoquant un lit de braise, font écho à l'énergie envoûtante et au mouvement des flammes qui dansent, se courbent et se répandent.

## ÉQUILIBRE

Ce motif reflète l'interrelation entre la terre, l'eau, le ciel et tous les êtres vivants. Au centre se trouve l'arbre de la paix, qui symbolise l'unité, directement tiré de la Grande loi de la paix. Autour de celui-ci apparaissent des éléments représentant la vie dans nos écosystèmes : un poisson se déplaçant dans l'eau, des plantes médicinales provenant des racines et un aigle planant au-dessus de l'arbre. Le soleil symbolise la vie et l'énergie, tandis que la forme circulaire qui entoure le motif fait référence à la continuité, aux cycles et à l'équilibre de la nature.

## LE TRANSPORTEUR

Ce motif est basé sur une carapace de tortue, symbole puissant de notre terre et de la responsabilité que nous avons afin de la protéger. Au-dessus de la tortue se trouvent des formes végétales en effet miroir arborant des motifs qui renvoient à l'arbre céleste, représentant l'équilibre, la croissance et la réciprocité au sein de la nature.

# Résumé

Dans les communautés des Premières Nations du Nord, les feux de forêt ont causé des pertes disproportionnées et significatives de logements, d'infrastructures, de ressources culturelles et de moyens de subsistance

**LES RÉCITS DES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS DES PREMIÈRES NATIONS** et des organismes communautaires, ainsi que les conclusions de Sécurité publique Canada et de Services aux Autochtones Canada, révèlent d'importantes lacunes en matière de préparation, notamment des plans d'urgence désuets, une capacité d'intervention locale limitée en cas d'incendie et des processus de financement complexes. Les délais de redistribution des fonds dans le cadre du Programme d'aide à la gestion des urgences (PAGU) et d'autres programmes fédéraux ont retardé les efforts de reconstruction, prolongé les déplacements forcés et engendré des inconvénients pour les habitants. Les enjeux de coordination entre les gouvernements (fédéraux, provinciaux et des Premières Nations) ont entraîné des délais d'intervention inégaux, exacerbant les iniquités existantes entre les communautés.

De façon générale, le problème comporte deux dimensions principales : les communautés des Premières Nations ne bénéficient pas d'un soutien suffisant pour prévenir et se préparer proactivement aux situations d'urgence liées aux feux de forêt, puisque les ressources allouées à la prévention et à l'atténuation des feux de forêt sont insuffisantes et l'expertise autochtone n'est pas suffisamment prise en compte. De plus, lors d'un feu de forêt, les systèmes d'intervention d'urgence existants causent souvent des dommages sociaux, culturels, psychologiques et économiques supplémentaires. Les besoins en cas d'urgence des communautés des Premières Nations sont façonnés par des contextes culturels, linguistiques, géographiques et historiques qui leur sont propres. Pour certaines

personnes, un déplacement forcé en raison d'un feu de forêt signifie qu'elles doivent quitter leur territoire pour la première fois, se retrouvant souvent dans un environnement urbain peu familier. Ces situations mettent en lumière l'importance d'obtenir un soutien culturellement adapté pour atténuer les traumatismes et maintenir la cohésion au sein de la communauté. Avoir accès à des aliments traditionnels, des cérémonies, des programmes jeunesse et des mesures de soutien culturellement adaptées aide les personnes évacuées à faire face aux déplacements forcés et aux pertes.

Des initiatives autochtones novatrices en gestion des urgences comme Rez Cross et Turtle Team se sont révélées être des modèles efficaces pour garantir des interventions et des efforts de rétablissement culturellement adaptés, renforcer la confiance et favoriser des résultats plus équitables pour les communautés touchées. Leurs expériences offrent des principes qui peuvent être mis en pratique dans des modèles communautaires d'intervention d'urgence en mettant l'accent sur le leadership, les relations et les connaissances des populations autochtones.

Les membres des communautés avec lesquels nous nous sommes entretenus ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'une force remarquable. Leurs témoignages démontrent la nécessité de mettre en place

des systèmes de gestion des urgences qui reconnaissent et soutiennent la gouvernance, les pratiques culturelles et l'expertise des communautés autochtones. Afin de combler ces lacunes, il faudrait mettre en place des politiques et des programmes qui renforcent la gestion des urgences par des Autochtones en cas de catastrophes naturelles – telles que les feux de forêt – et prioriser des processus de rétablissement holistiques intégrant les savoirs culturels autochtones afin de fournir des services de soutien pertinents.

Les recommandations suivantes tiennent compte des réalités particulières auxquelles font face les communautés des Premières Nations du Nord et des régions éloignées. Ensemble, elles tendent vers une approche de la gestion des urgences plus efficace, plus humaine et plus centrée sur les personnes, qui est pertinente au-delà de ces contextes.



## **1. Renforcer les capacités autochtones de gestion des urgences**

- Accorder un financement stable et pluriannuel pour soutenir les postes permanents en coordination de gestion des urgences, mettre à jour les plans d'urgence, offrir une formation complète et assurer l'accès à un réseau national de pairs pour le renforcement continu des capacités.
- Assurer un financement stable tout au long de l'année pour les modèles autochtones d'intervention d'urgence qui fournissent un soutien coordonné, culturellement adapté et intégré par le biais d'équipes régionales, d'équipes d'intervention rapide et de centres d'intervention d'urgence.

## **2. Réorienter le financement fédéral vers la prévention, la préparation et l'intervention rapide**

- Investir dans des programmes de protection Intelli-feu, des périmètres défendables, des structures ignifugées et de l'équipement essentiel comme des camions-citernes, des tentes-abris et de l'appui aérien.
- Assurer la parité du financement avec les municipalités avoisinantes, fournir un financement initial flexible par le biais de programmes tels que le PAGU et établir des

fonds régionaux d'urgence auxquels les Premières Nations peuvent accéder directement.

- Prioriser les entreprises autochtones quant à l'approvisionnement et les arrangements contractuels afin de renforcer les économies locales, de réduire les délais et d'améliorer l'efficacité des interventions en cas d'urgence.

## **3. Garantir un soutien culturellement adapté pendant les évacuations et les efforts de rétablissement**

- Financer les services autochtones d'urgence tout au long de l'année afin de fournir un soutien culturellement adapté, ce qui comprend les aliments traditionnels, les cérémonies, les conseils et les pratiques traditionnelles de guérison autochtones.
- Veiller à ce que les personnes évacuées restent ensemble et près de chez elles dans la mesure du possible, en ayant accès à un soutien intégré pour les aînés, les jeunes et les familles, et intégrer la santé mentale, la toxicomanie et les soins tenant compte des traumatismes dans tous les services d'évacuation et de rétablissement.

## **4. Investir dans les infrastructures essentielles et l'accès**

- Améliorer les routes, les ponts et l'accès aux

transports nautiques et aériens, en donnant la priorité aux routes praticables toute l'année et résistantes aux changements climatiques.

- Construire des infrastructures communautaires résilientes, des logements à l'épreuve du feu, des espaces défendables et des zones d'évacuation.
- Intégrer les projections climatiques futures dans la planification des infrastructures afin de garantir leur sécurité à long terme.

#### **5. Renforcer la coordination entre les autorités**

- Nommer des coordonnateurs locaux permanents pour relier les savoirs communautaires aux systèmes provinciaux et fédéraux.
- Élaborer des outils communs d'évaluation de la situation et intégrer les prévisions climatiques et feux de forêt dans la planification des urgences.
- Assurer une représentation complète des Premières Nations dans les centres d'opérations d'urgence provinciaux et fédéraux ainsi que dans les processus de prise de décision conjointe.

# Introduction et contexte

Le Canada compte 1,8 million d'Autochtones, dont plus d'un million sont des membres des Premières Nations répartis dans plus de 630 communautés représentant plus de 50 Nations.<sup>1</sup>

**CES COMMUNAUTÉS DOIVENT SE PRÉPARER** et répondre aux situations d'urgence en utilisant des ressources locales. Au besoin, elles sont soutenues par des organisations fédérales, provinciales et non gouvernementales telles que Services aux Autochtones Canada (SAC) et la Croix-Rouge canadienne.

La fréquence, la gravité et la durée des feux de forêt augmentent au Canada et dans le monde en raison des changements climatiques.<sup>2,3</sup> Le prolongement de la saison des feux de forêt et l'intensification des feux extrêmes constituent une grande menace pour la santé humaine, la sécurité alimentaire, les écosystèmes et les ressources naturelles, particulièrement dans les communautés nordiques et éloignées.<sup>4</sup> Plusieurs communautés des Premières Nations se trouvent dans des régions géographiquement éloignées, ce qui augmente leur vulnérabilité quant aux risques de feux de forêt et leur probabilité d'évacuation. En 2023, au cours de la saison des feux de forêt, 93 Premières Nations ont été touchées par 106 feux de forêt, et plus de 25 000 personnes ont été évacuées.<sup>5</sup>

Bien que SAC ait dépensé 828 millions de dollars pour la gestion des urgences des Premières Nations entre 2018 et 2022, les répercussions des feux de forêt continuent de se faire ressentir en raison des inégalités structurelles telles que les déficits chroniques des infrastructures, les écarts en matière de santé, l'accès limité aux services d'urgence et les impacts des politiques coloniales.<sup>6</sup> Les plans d'urgence désuets ou mal adaptés peuvent aggraver les inégalités existantes en causant des effets néfastes (ex. : séparation familiale, rupture des liens culturels, détresse à long terme).<sup>7,8,9</sup>



Souvent, ces effets s'intensifient en situation d'évacuations urbaines en raison des barrières linguistiques, de la discrimination, des réponses culturellement inappropriées et de l'accès limité à des services de santé.<sup>10,11,12</sup>

Au-delà des dommages sociaux et culturels, les situations d'urgence répétées liées aux feux de forêt engendrent des coûts économiques importants, en particulier au niveau régional et territorial où les évacuations peuvent freiner les économies locales.<sup>13</sup> Dans les régions nordiques et éloignées, les évacuations prolongées entraînent des fermetures d'entreprises, des pertes de revenus et d'autres répercussions importantes sur la communauté. Ressources naturelles Canada estime que les coûts des feux de forêt peuvent être de 1,5 à près de 20 fois supérieurs aux dépenses en matière de protection, le soutien fédéral ne couvrant que 6 % à 20 % des pertes, laissant la majorité des coûts à la charge des ménages, des entreprises locales et des organisations communautaires.<sup>14</sup> Ajoutons à cela les dommages causés par l'exposition à la fumée, les répercussions sur l'activité économique locale et la dégradation à long terme de la qualité de vie et des conditions environnementales.<sup>15,16</sup>

Les données mettent en évidence un problème clair : les systèmes actuels de gestion des feux de forêt ne sont pas conçus pour répondre aux réalités des communautés

des Premières Nations. Le présent rapport s'articule en quatre sections. Il expose d'abord le contexte général et les défis auxquels sont confrontées les communautés des Premières Nations lors des situations d'urgence liées aux feux de forêt. Il met ensuite en lumière les perspectives communautaires et les expériences vécues afin d'illustrer les limites des systèmes existants. Ensuite, le rapport explore les approches dirigées par des Autochtones en matière de préparation et d'intervention d'urgence. Enfin, il présente des constats clés et des recommandations de politiques pour soutenir une gestion des urgences plus efficace, culturellement pertinente et centrée sur les communautés.

# Lacunes et défis en matière de politiques

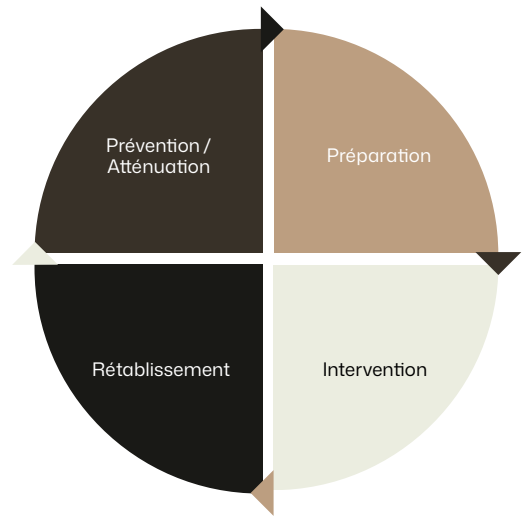
Les lacunes auxquelles sont confrontées les communautés des Premières Nations en matière de prévention, d'intervention et de rétablissement à la suite de feux de forêt découlent d'inégalités historiques et structurelles. Le système actuel basé sur des approches uniformisées crée des défis qui se font ressentir à chacune des quatre phases du cycle de gestion des urgences.

## 1. Financement insuffisant pour la préparation et l'atténuation

Il existe des preuves substantielles qui démontrent que chaque dollar dépensé pour la préparation en cas de feux de forêt permet d'économiser entre 7 et 10 dollars en coûts d'intervention et de rétablissement.<sup>17</sup> Selon le Bureau du vérificateur général du Canada,<sup>18</sup> le financement sert surtout pour les phases d'intervention et de rétablissement plutôt qu'à la préparation proactive et à l'atténuation, ce qui entraîne des coûts réels pour les communautés. Bien que Services aux Autochtones Canada (SAC) offre du financement pour les phases de préparation et d'atténuation dans le cadre du PAGU, la plupart des fonds continuent d'être consacrés aux efforts d'intervention en cas de catastrophe. Les mécanismes de financement par appels de propositions désavantagent encore plus les communautés dont les capacités administratives sont limitées, ce qui fait en sorte que les Premières Nations, déjà vulnérables, n'ont pas assez de ressources pour procéder à des interventions rentables même si elles sont exposées aux feux de forêt à répétition.<sup>19</sup> Pour aggraver la situation, le gouvernement fédéral n'a pas toujours utilisé des évaluations

**FIGURE 1:**

Cycle de gestion  
des urgences



basées sur les risques pour identifier les Premières Nations les plus exposées aux menaces des feux de forêt, ce qui signifie que souvent, les fonds destinés aux phases de préparation et d'atténuation ne parviennent pas aux communautés qui en ont le plus besoin, les laissant sans ressources malgré leur exposition répétée aux feux de forêt.<sup>20</sup>

## 2. Intégration limitée des connaissances et du leadership autochtones

Bien que les communautés autochtones aient depuis longtemps des pratiques de gestion d'incendies, celles-ci sont souvent sous-évaluées ou exclues des plans de gestion des feux de forêt.<sup>21</sup> Les approches occidentales en gestion des urgences vont souvent à l'encontre des priorités autochtones, ce qui nuit à l'autodétermination et à la résilience des communautés. Il a été démontré que les pratiques autochtones – telles que les brûlages culturels et contrôlés – réduisent les charges de combustible, protègent les

zones culturellement importantes et favorisent la diversité écologique. Elles sont rarement intégrées dans les stratégies provinciales de gestion des feux.<sup>22,23,24</sup> Il est prouvé que la participation active des Autochtones à la prise de décision mène à une gestion plus efficace des feux de forêt et à une meilleure préparation des communautés.<sup>25</sup>

## 3. Défis d'infrastructures

Plus de 70 % des communautés des Premières Nations du Nord et des régions éloignées déclarent se trouver aux prises avec d'importants déficits d'infrastructures (ex. : logements, routes et systèmes de protection contre les feux inadéquats), provenant d'un héritage de négligence coloniale et de sous-financement chronique.<sup>26,27</sup> Le rapport Comblent le déficit d'infrastructures d'ici à 2030 estime le besoin d'investissement pour combler le déficit à 349,2 milliards de dollars, soulignant ainsi l'ampleur du sous-financement dans des infrastructures communautaires de base.<sup>28</sup>

Les routes d'évacuation mal entretenues et l'accès limité à l'approvisionnement en eau pour lutter contre les incendies amplifient les risques de feux de forêt, tandis que la phase de rétablissement après une évacuation est entravée par les dommages subis aux logements, aux centres communautaires, aux établissements de santé et aux systèmes d'alimentation en eau et en électricité.<sup>29</sup> Comme l'a noté le Bureau du vérificateur général du Canada en 2022, ces déficits nuisent à la capacité des communautés à atténuer les effets des feux de forêt, à s'y préparer et à y répondre, les forçant donc à utiliser des mesures réactives plutôt que des solutions proactives.

#### **4. Faiblesse et fragmentation des plans d'évacuation et d'intervention en cas d'urgence**

Les plans d'intervention d'urgence sont souvent désuets ou ne correspondent pas aux réalités des communautés, ce qui fait que les Premières Nations ne sont pas bien préparées pour évacuer rapidement. Dans certains cas, des régions qui n'avaient aucun plan d'évacuation sont passées à une évacuation totale en l'espace de 24 heures, forçant des dizaines de milliers de personnes à se réfugier dans des centres urbains qui n'étaient pas préparés à les accueillir. Les processus d'évacuation négligent souvent les besoins sociaux,

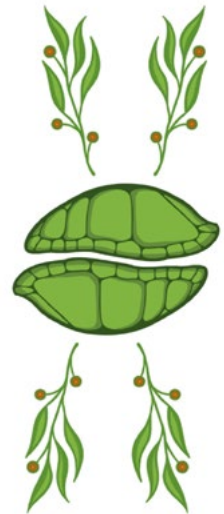
psychologiques et culturels, et les gens peuvent parfois se retrouver dans des centres urbains éloignés qui déclenchent des traumatismes passés.

En milieu urbain, les Autochtones évacués peuvent être confrontés à des pratiques de soutien culturellement inappropriées, de la discrimination et des obstacles aux services de santé, ce qui aggrave les traumatismes liés aux déplacements forcés.<sup>30</sup> Les organismes de secours traditionnels, y compris la Croix-Rouge canadienne, peuvent également ne pas disposer de systèmes adaptés aux besoins des Autochtones, entraînant certains dirigeants des Premières Nations à s'opposer à toute intervention externe.<sup>31</sup>

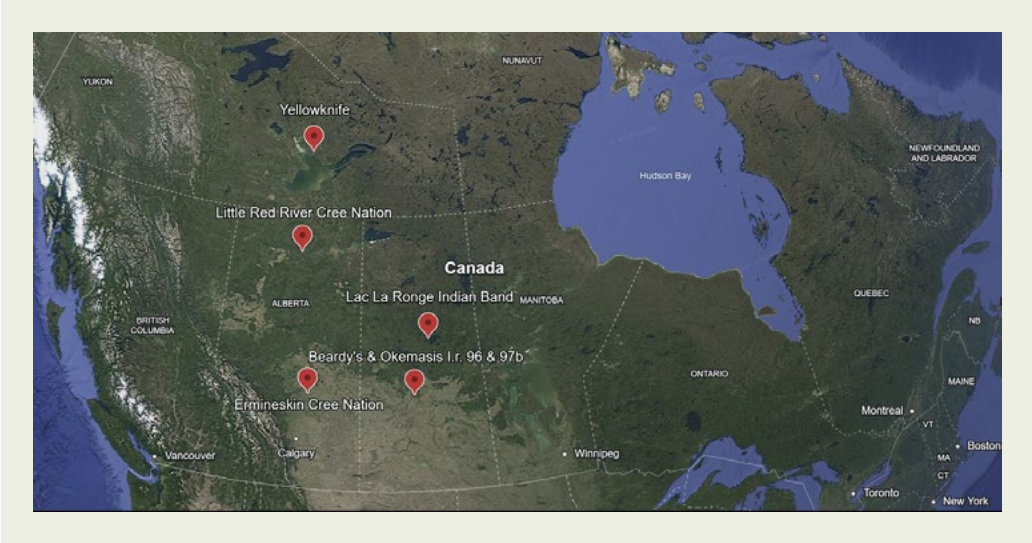
Ces difficultés s'aggravent davantage en raison des tensions juridictionnelles concernant les compétences fédérales et provinciales, en particulier pour les Premières Nations qui sont financées par le gouvernement fédéral, mais qui dépendent des services d'urgence provinciaux. Cette dynamique de renvoi de responsabilité peut retarder la prise d'action et créer des inégalités lorsque les municipalités avoisinantes sont mobilisées et indemnisées plus rapidement. Finalement, ces lacunes perturbent la cohésion familiale et communautaire, ébranlent les pratiques culturelles et contribuent au stress à long terme.<sup>32,33</sup>

## 5. Rétablissement inadéquat après une évacuation

La planification de la phase de rétablissement est souvent insuffisante ou inexistante, forçant les communautés à reconstruire les logements, les infrastructures et les équipements collectifs avec très peu de soutien extérieur. L'absence de programmes en santé mentale, d'aide sociale et de soutien financier offerts après une évacuation exacerbe les traumatismes et retarde le rétablissement.<sup>34</sup> De nombreuses communautés des Premières Nations sont également confrontées à des obstacles structurels qui les empêchent d'obtenir une couverture d'assurance abordable : les primes et l'accessibilité sont liées aux services locaux de sécurité incendie, de sorte que les communautés qui disposent d'une sécurité incendie limitée se voient attribuer des cotes d'assurabilité inférieures, ce qui représente des coûts plus élevés ou une couverture limitée. La situation de sous-assurance et l'incertitude quant à l'admissibilité à une indemnisation retardent fréquemment la reconstruction et augmentent la pression sur les programmes d'aide fédéraux et les ressources communautaires.<sup>35</sup> En conséquence, de nombreuses communautés continuent à faire face à des défis fiscaux, émotionnels et sociaux, et ce, des années après une évacuation.



# Principales conclusions : perspectives communautaires



**FIGURE 2 :** Carte de la répartition géographique des communautés consultées en Alberta, en Saskatchewan et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Source: [Google Earth, 2026](#)

## Au-delà des flammes : impacts des feux de forêt et des déplacements forcés

Dans les Territoires du Nord-Ouest, la saison des feux de 2023 a entraîné des bouleversements d'une ampleur inégalée : plus de 3,4 millions d'hectares ont brûlé et jusqu'à 70% de la population ont vécu un déplacement d'évacuation cette année-là.<sup>36,37</sup> Les habitants ont été déplacés dans des centres urbains au sud et même dans les provinces voisines. « Il y avait des gens partout – le gouvernement avait installé des quartiers généraux à Edmonton pour permettre aux gens de s'installer jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer chez eux en sécurité », se souvient un membre de la communauté. Parmi les 19 communautés évacuées figure Behchokò, la plus grande communauté des Premières Nations du territoire, qui compte plus de 1 700 citoyens. En plus de tout cela, les feux ont coupé l'accès aux lignes de piégeage, aux produits médicinaux et aux aliments traditionnels, soulignant ainsi les conséquences culturelles plus vastes causées par l'évacuation.

En mai 2023, dans le nord de l'Alberta, l'incendie de Paskwa a forcé l'évacuation d'environ 1 800 habitants de Fox Lake, la communauté la plus importante et la plus isolée de la Nation crie de Little Red River. La Nation se compose de trois communautés cries, avec la majorité de ses 5 500 membres vivant à Fox Lake. Le seul moyen pour

évacuer Fox Lake était par voie fluviale en longeant la rivière de la Paix et, à un certain moment, cette unique voie d'évacuation a été immédiatement menacée. À travers le chaos, des bénévoles ont réussi à sauver entre 150 et 160 animaux abandonnés.



**FIGURE 3:** Zone géographique de la Nation dénée de Behchokò et de Yellowknife dans les Territoires du Nord-Ouest pendant l'incendie de 2023.

Source: [Razu Ahmed, Carte de la situation des feux, 2023](#)

À elle seule, la communauté de Fox Lake a perdu près de 90 domiciles et infrastructures essentielles, notamment l'usine de traitement de l'eau et des magasins locaux. Au-delà du danger immédiat, les conséquences émotionnelles et culturelles ont été profondes. Un membre de la communauté a décrit avec émotion cette perte foudroyante : « Vous perdez vos effets personnels, vos biens familiaux [...] les souvenirs de la maison de votre enfant engouffrée par les flammes. » D'autres membres ont décrit les conséquences majeures des feux de forêt sur leurs pratiques culturelles qui sont profondément liées à la terre et aux ressources naturelles, notamment leurs traditions médicinales, leurs sources d'alimentation ainsi que leurs activités de subsistances telles que la chasse, la pêche et la cueillette.

En Saskatchewan, l'incendie de Pisew en 2025 a entraîné l'évacuation des réserves de La Ronge, d'Air Ronge et de celles entourant le lac La Ronge, menaçant plus de 141 000 hectares. Parmi les pertes, les feux ont détruit 13 domiciles, entreprises et sites culturels, y compris le magasin historique Robertson Trading, preuve que les conséquences des feux de forêt touchent aussi la sécurité économique et culturelle.<sup>39</sup> Les services de soutien d'urgence coordonnés par les autorités locales et la Croix-Rouge canadienne ont fourni des lits de camp, des couvertures et des cartes de



**FIGURE 4 :** Carte des feux de forêt en Alberta en 2023 qui indique l'emplacement de la communauté touchée de la Nation crie de Little Red River.

Source: D. Huggard, B. Allen, & D. Roberts. [Alberta Biodiversity Monitoring Institute. Effects of 2023 wildfires in Alberta, 2024 \[en anglais seulement\]](#)

transport prépayées aux résidents. Le soutien physique n'est pas suffisant pour faire face aux répercussions psychologiques et culturelles : « Même si les maisons résistent aux flammes, les traumatismes ne disparaissent pas », a déclaré un membre de la communauté.

En 2025, un feu de forêt a été déclenché dans la Nation crie d'Ermineskin à Maskwacis, en Alberta, lorsqu'un feu d'herbe incontrôlable s'est propagé rapidement, détruisant plusieurs maisons sur son passage et provoquant des évacuations. Bien que l'incident n'ait pas pris d'ampleur et n'ait pas entraîné des évacuations forcées à grande échelle, il a néanmoins mis en évidence les graves enjeux de capacité et de coordination des interventions d'urgence, surtout en ce qui concerne la vulnérabilité des communautés des Premières Nations face à l'évolution rapide des menaces liées aux feux de forêt.

### Défis en matière de préparation et d'intervention aux situations d'urgence

Dans toutes les communautés, les lacunes en matière de préparation aux situations d'urgence ont amplifié les effets des feux de forêt. « Nous n'étions pas préparés à évacuer 4 000 personnes... puis 8 000 personnes l'année suivante », a déclaré un membre de la Nation crie de Little Red River. En 2024, Little Red River a dû faire face à un autre feu de forêt et à une autre évacuation. La complexité

de l'opération d'évacuation avait alors doublé. Bien qu'il existait des plans d'évacuation avant les feux, ceux-ci n'étaient pas conçus pour un événement de cette ampleur, ce qui démontre la nécessité d'un plan plus solide et plus détaillé.



**FIGURE 5 :** Emplacement géographique de la bande indienne de lac La Ronge, en Saskatchewan, parmi les terres touchées par les feux de forêt.

*Source :* [SaskLakes, 25LA-PISEW Fire, 2025, incluant des données du Service canadien des forêts \[en anglais seulement\]](#).

Les membres de la Nation dénée de Behchokò ont ciblé deux lacunes importantes dans la préparation aux feux de forêt : des plans d'urgence désuets et des ressources locales insuffisantes. Comme l'a expliqué un membre de la communauté : « On ne peut pas se contenter de dépenser de l'argent lorsqu'il y a une situation d'urgence [...] nous avons besoin d'un financement permanent pour la formation et l'équipement. » De même, un membre de la communauté de la Nation crie d'Ermineskin a souligné l'absence de systèmes d'intervention d'urgence accessibles lors de l'incendie de 2025 : « Nous n'avons aucun moyen d'appeler SAC lorsque notre maison était menacée par les flammes [...] nous n'avions que nos connaissances locales. » Cette même personne a également souligné des lacunes importantes dans la capacité de gestion des urgences, déclarant que « la préparation aux situations d'urgence nécessite souvent de savoir qui travaille dans les bureaux des conseils de bande [...] mais il n'y a personne avec ce type d'emploi. »

Un autre membre de la communauté de la Nation crie d'Ermineskin a dénoté les mêmes préoccupations, décrivant comment les équipes d'intervention étaient débordées lors des feux de forêt : « Chaque heure compte lorsqu'on évacue des populations vulnérables telles que les personnes âgées et les enfants. » De manière globale, ces récits soulignent l'importance d'avoir des intervenants locaux

et des gestionnaires formés en gestion des urgences, ainsi que des protocoles préétablis pour garantir une intervention d'urgence rapide et culturellement adaptée. Cette personne a ensuite déclaré : « Les décisions d'urgence ne devraient pas être prises selon des systèmes qui alimentent le racisme environnemental [...] nos vies ne valent pas moins que celles des autres. »

Sur le terrain, l'efficacité des interventions d'urgence dépend fortement de la coordination et de l'encadrement au niveau local. Les membres de la bande indienne du lac La Ronge ont souligné que même si des partenaires extérieurs ont fourni du soutien, le pouvoir décisionnel demeure hors de la portée des autorités locales. En réponse, les communautés de La Ronge, Air Ronge et la bande indienne du lac La Ronge ont mis en place un centre d'opérations d'urgence commun où les informations clés sur le comportement des feux, les activités d'intervention et les opérations d'évacuation ont été regroupées, améliorant ainsi la coordination et le temps de réponse des intervenants locaux.

### **Lacunes en matière de coordination, de financement et de logement**

Des enjeux de coordination lors de situations d'urgence ont été signalés par les membres de la communauté. Un membre de la communauté de la Nation crie d'Ermineskin a indiqué que l'accès aux programmes de

soutien fédéraux et provinciaux n'était pas fiable : « Les mesures de soutien fédérales ne sont souvent pas respectées, laissant les familles sans domicile et dépendantes de leurs proches. » Cette personne a ajouté que les familles ressentent l'impact des feux de forêt en temps réel parce que les primes d'assurance sont trop coûteuses, parfois le double du montant annuel du financement fédéral pour tous les programmes, coïncant les dirigeants entre l'arbre et l'écorce. Un membre de la Nation crie de Little Red River mentionne : « le gouvernement fédéral a été plus rapide que le gouvernement provincial [...] la province a répondu que puisque nous avons obtenu du financement fédéral, elle n'était plus tenue responsable. » De nombreux dirigeants ont souligné la nécessité de mettre en place des systèmes plus adaptés, plus souples et dotés d'une « perspective humaine ». La Nation dénée de Behchokò et la bande indienne du lac La Ronge ont souligné l'importance d'une gouvernance centrée sur la communauté pour une prise de décision culturellement adaptée en cas de crise.

Pour les deux groupes, accéder au financement après avoir vécu une situation d'urgence a été un défi qui a eu un impact sur le logement et le rétablissement. Un membre de la Nation crie de Little Red River a expliqué : « C'est très difficile de communiquer avec l'équipe de SAC [...] Mais nous devons travailler avec eux », en notant que les exigences rigides des

programmes et les délais de redistribution des fonds ont retardé les efforts de rétablissement. Un membre de la bande indienne du lac La Ronge a partagé des frustrations similaires, soulignant que l'absence de financement initial et flexible force les Nations à gérer les crises de façon réactive. Les deux ont expliqué qu'avec la mise en place d'un financement adéquat et d'un plan d'évacuation approprié, les communautés n'auraient pas besoin de « déployer autant d'efforts », considérant que même s'ils disposent d'une personne à la coordination des mesures d'urgence, sa capacité d'action est limitée en raison du manque de ressources. Ils se sont interrogés sur les raisons pour lesquelles les capacités d'intervention en cas d'urgence sont souvent renforcées au sein d'organismes externes plutôt qu'au sein des Nations elles-mêmes, en particulier lorsque les évacuations deviennent plus fréquentes.

Les délais de redistribution des fonds des programmes fédéraux remis par le PAGU et SAC ont réellement affecté les efforts de rétablissement et de reconstruction. Comme l'a expliqué un membre de la Nation crie de Little Red River : « Le plus grand obstacle, c'est que la construction de logements s'est arrêtée net [...] l'argent ne circule tout simplement pas assez vite pour nous aider. » Cette personne a également abordé l'ampleur des déplacements forcés et de la surpopulation : « Il y a déjà une pénurie de logements

– plus de 20 personnes vivent sous le même toit dans des cabanes de fortune. » Alors que des solutions de logement temporaire ont été mises en place, la reconstruction de logements permanents stagne : « Il devrait y avoir une procédure plus rapide pour le remboursement des frais assumés par la communauté. » Un membre de la Nation crie d’Ermineskin a déclaré : « La perte d’une maison est monumentale [...] mes frères et sœurs n’avaient que les vêtements qu’ils portaient sur leur dos, nous avons tous perdu. » Cette personne a également critiqué le soutien de surface : « Les dirigeants des Premières Nations font face à de fausses promesses de soutien pour ensuite se retrouver seuls à gérer les crises. »

recevant des soins à domicile dès le premier jour. Je préparais le petit-déjeuner pour tous les aînés installés là... ils étaient bien et en sécurité. » Cette personne a ajouté : « Ils n’avaient pas d’engagement envers nous... mais ils nous ont quand même apporté leur aide parce qu’ils ont vu que nous étions dans le besoin. » La bande indienne du lac La Ronge et la Nation crie d’Ermineskin ont insisté sur le fait que les approches culturellement adaptées sont essentielles car elles réduisent les traumatismes et aident à maintenir la cohésion au sein de la communauté.

### **Soutien culturellement adapté**

La continuité culturelle et la santé mentale des membres étaient au cœur des préoccupations lors des évacuations. La Nation dénée de Behchokò a relevé les points suivants : « services d’accompagnement, aliments traditionnels, jeux de mains [...] ces éléments sont réconfortants pour les gens qui vivent une situation stressante. » En outre, la Nation crie de Little Red River a souligné l’importance d’avoir accès aux pratiques médicinales et aux sources d’alimentation traditionnelles. Un membre de la bande indienne du lac La Ronge a expliqué : « D’autres Nations ont accueilli nos membres... One Arrow a un camp culturel... ils ont accueilli tous nos clients

# Modèles autochtones de préparation et d'intervention aux situations d'urgence

Rez Cross et Turtle Team représentent deux modèles complémentaires d'intervention d'urgence dirigés par les Autochtones : Rez Cross est un exemple d'initiative communautaire de coordination et d'infrastructure d'évacuation, tandis que Turtle Team incarne un modèle mobile de soutien intégré qui répond aux besoins pratiques, culturels et émotionnels des membres des Premières Nations durant un déplacement forcé.

## Rez Cross : coordination communautaire des secours d'urgence

En tant que projet volontaire local, Rez Cross a vu le jour en juillet 2015 dans la Nation crie de Beardy's et Okemasis en réponse aux feux de forêt de grande ampleur qui ont déplacé des milliers de personnes dans le nord de la Saskatchewan. Le projet est devenu un modèle autochtone d'intervention, vaguement inspiré par la Croix-Rouge canadienne, où les personnes évacuées ont été accueillies dans l'aréna municipale de la Nation crie de Beardy's et Okemasis, en mettant l'accent sur le pouvoir de la communauté, la prise de décision culturellement adaptée et le contrôle local. Au fil du temps, il est devenu un modèle reconnu de coordination communautaire des secours d'urgence et l'aréna a été certifiée par le Grand conseil de Prince Albert comme site d'évacuation officiel durant les feux de forêt. Malgré sa petite taille, l'aréna est en mesure de répondre aux besoins et à la demande de base, notamment avoir accès à des repas, des douches, des zones de repos pour les familles et un espace commun. Il est désormais possible d'y accueillir des cuisiniers locaux, ce qui renforce à la fois la fiabilité et la familiarité culturelle.

Rez Cross considère que garder les familles et les membres de la communauté ensemble est une valeur prioritaire dans les expériences des Premières Nations face aux situations d'urgence. Comme l'a déclaré Kevin Seesequasis, ancien conseiller de la Nation crie de Beardy's et Okemasis : « C'est formidable que nous puissions fournir ce service et veiller à ce que les gens restent ensemble... et offrir le type d'accueil auquel ils sont habitués. »<sup>40</sup>

Pour Clarence Morin, un évacué arrivé à l'aréna municipale en 2015 après avoir été déplacé de Hall Lake, l'approche de Rez Cross a été source de dignité et de réconfort : « Ils ont fait en sorte que nous nous sentions chez nous ici. Ils ne nous disent pas quoi faire », a-t-il déclaré à CBC News.<sup>41</sup>

Rez Cross est capable d'agir de manière indépendante durant des situations d'urgence. Un membre explique pouvoir « prendre des décisions de manière autonome » sans avoir à obtenir l'autorisation externe. Disposer d'une équipe et de ressources sur place permet aux communautés de planifier proactivement les menaces récurrentes de feux de forêt et les évacuations potentielles auxquelles elles pourraient être confrontées, plutôt que d'attendre l'aide des agences externes qui ne connaissent pas les conditions locales.

Rez Cross souligne également l'importance d'avoir des espaces culturellement adaptés pendant des opérations d'évacuation. Les personnes répondantes ont indiqué qu'elles étaient au fait de situations où des aînés et des familles avaient été placés dans des environnements urbains peu familiers pour ensuite être mis sous surveillance ou en attente. Les centres dirigés par la communauté ont permis aux familles de demeurer ensemble et d'offrir un soutien intégré, comprenant notamment des repas, des articles d'hygiène, des programmes jeunesse, des services de santé mentale et des activités récréatives et culturelles. « Les membres des Premières Nations sont ceux qui s'occupent le

mieux des membres des Premières Nations », a souligné la personne répondante.

Le financement et la fragmentation des compétences constituent des obstacles majeurs à la reproduction de modèles autochtones d'intervention aux situations d'urgence comme Rez Cross. Le financement en cas d'urgence est souvent inadéquat et lent, en plus d'être habituellement lié à des demandes de remboursement, ce qui oblige les communautés à assumer les coûts et diminue leur capacité à maintenir leurs activités pendant les saisons prévisibles de feux de forêt. Un représentant de Rez Cross pose la question : « Pourquoi n'y a-t-il pas une réserve d'argent toujours disponible pour la saison des feux de forêt qui revient chaque année? Vous pouvez avoir une idée comme Rez Cross et vouloir la réaliser, mais si vous n'avez pas les fonds nécessaires, ce sera difficile. Ça coûte cher. »

Malgré ces contraintes, Rez Cross a démontré l'efficacité d'un centre d'évacuation dirigé par des Autochtones lors des mesures d'intervention en 2015. En revanche, les centres urbains avoisinants qui accueilleraient des personnes évacuées étaient désordonnés, surpeuplés et n'offraient pas tous les mêmes services. Les personnes répondantes pour Rez Cross ont décrit des situations où des personnes évacuées ont été refusées par des centres urbains d'évacuation en raison des exigences en matière de documentation, d'une mauvaise communication entre les agences ou de critères d'admissibilité rigides – tous des obstacles particulièrement défavorables durant des opérations d'évacuation rapides où des personnes s'enfuient sans leurs effets personnels.

## Turtle Team : soutien holistique aux personnes évacuées

Fondée en janvier 2021 au Manitoba dans le cadre du Secrétariat à la santé et au développement social des Premières Nations du Manitoba (SSDSPNM), Turtle Team était au départ un groupe d'intervention COVID-19, offrant des services d'urgence intégrés, culturels, de défense des droits et d'aide à la famille aux membres des Premières Nations en situation de déplacement forcé. Depuis, Turtle Team est devenu un service autochtone de soutien en situation d'urgence pour les feux de forêt, les inondations et autres évacuations (SSDSPNM, 2023).



**AU COURS DE L'ÉPIDÉMIE COVID-19** et d'autres situations d'urgence ultérieures, Turtle Team a accompagné des personnes et des familles autochtones évacuées en assurant la coordination de services sociaux et de santé, en les aidant à trouver des logements d'urgence, en offrant du soutien pour leurs besoins de base, en défendant leurs intérêts et en leur montrant comment naviguer dans le système. Turtle Team fournit également des services de bien-être culturellement spécifiques, comme un accès aux aînés, aux cérémonies et aux huttes de sudation. Lors d'urgences non liées à la pandémie, Turtle Team continue d'aider les personnes évacuées avant, pendant et après leur déplacement forcé, en les aidant à trouver un logement, à demander l'aide au revenu et à obtenir les services à l'enfance et à la famille, ainsi qu'en répondant à leurs préoccupations en matière de racisme et de sécurité. La défense des droits est un élément clé de sa mission. Un membre du personnel a fait remarquer : « Si nous ne devons pas passer autant de temps à faire en sorte que les gens nous traitent avec respect, nous pourrions consacrer plus de temps et d'énergie à nos gens. »

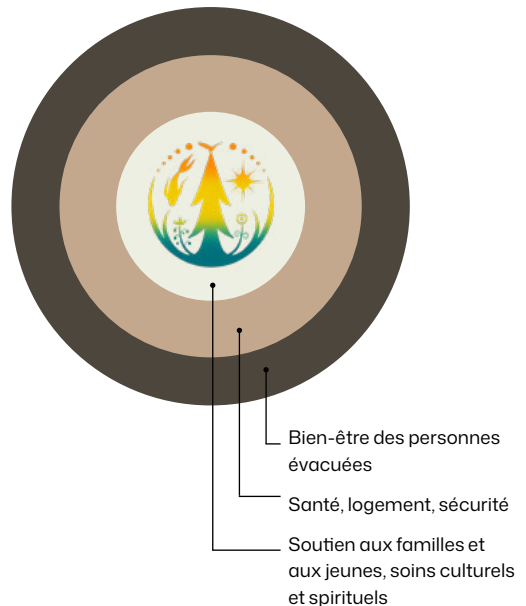
Bien que Turtle Team ne s'occupe pas des moyens de transport lors d'une évacuation, l'équipe soutient les personnes évacuées une fois qu'elles sont déplacées en les aidant à trouver un logement approprié, en répondant à leurs préoccupations en matière de sécurité, en facilitant les demandes de remboursement et en assurant la médiation avec des organismes extérieurs tels que les services sociaux d'urgence, les autorités sanitaires et la Croix-Rouge canadienne. Ce modèle comble une lacune

importante retrouvée dans les plans courants d'intervention d'urgence, qui traitent souvent une évacuation comme une question logistique plutôt qu'une perturbation culturelle et émotionnelle.

L'approche de Turtle Team est fondée sur la gouvernance autochtone et les sept enseignements sacrés : *courage, honnêteté, humilité, amour, respect, vérité et sagesse*. Comme l'a précisé un membre du personnel : « La seule chose que nous pouvions faire était d'agir en fonction de nos enseignements. » Le choix, la dignité et la participation de la communauté sont des principes centraux : « Nous nous concentrons vraiment sur les besoins des communautés, les besoins des gens et ce qu'ils veulent. Ils doivent faire partie du plan. »

Malgré un soutien politique fort et des résolutions unanimes des Premières Nations qui appellent à un financement permanent, Turtle Team fait face à une instabilité chronique de son financement. Les mobilisations à court terme posent des problèmes de sécurité et de fonctionnement : « Nous avons été appelés un dimanche et on nous a demandé si nous pouvions remonter Turtle Team le lendemain [...] C'est trop difficile. » Leur expérience démontre pourquoi des modèles autochtones d'intervention culturellement adaptés sont nécessaires, et pourquoi ils doivent être financés de manière durable.

La vision de Turtle Team est d'aider les Premières Nations à mettre en place des équipes locales, créant ainsi un réseau d'intervenants rapide et culturellement adapté : « Nous avons vraiment besoin d'une organisation autochtone, dirigée par des membres des Premières Nations, pour faire ce travail. »



**FIGURE 6 :** Schéma des services intégrés du système de soutien culturellement adapté de Turtle Team

**TABLEAU 1 : REZ CROSS ET TURTLE TEAM**

<b>CARACTÉRISTIQUES</b>	<b>REZ CROSS</b>	<b>TURTLE TEAM</b>
<b>Objectif</b>	Coordination opérationnelle	Soutien holistique aux personnes évacuées
<b>Portée</b>	Régionale : infrastructure et planification	Communautaire : soins culturels et émotionnels
<b>Principaux services</b>	Centres d'évacuation, protocoles de formation	Santé, logement, sécurité et soutien spirituel
<b>Principe de base</b>	Autorité opérationnelle communautaire	Sept enseignements sacrés : Courage, honnêteté, humilité, amour, respect, vérité et sagesse

# Et maintenant?

Les tentatives structurelles des Premières Nations pour réformer les interventions d'urgence sont synonymes de progrès et de promesses. Dans le cadre de sa Stratégie nationale sur le climat dévoilée en 2023, l'Assemblée des Premières Nations (APN) a recensé un domaine d'action prioritaire : « Veiller à ce que les Premières Nations soient équipées pour atténuer et prévenir toutes les situations d'urgence, y répondre et s'en remettre. » Les recommandations suivantes font partie de la première étape pour répondre à cet appel.

## Recommandations politiques

Selon des études de cas communautaires, des vérifications comptables fédérales et les meilleures pratiques en la matière, nous proposons les recommandations suivantes, qui classent par ordre de priorité les mesures à prendre pour réduire les risques, améliorer les efforts d'intervention et renforcer la résilience des communautés des Premières Nations du Nord et des régions éloignées. Toutes les décisions politiques, financières et opérationnelles doivent être élaborées en collaboration avec les Premières Nations et tenir compte de la gouvernance, des connaissances et des priorités autochtones.

# 01

## Renforcer les capacités autochtones de gestion des urgences

Les Premières Nations ont insisté sur la nécessité d'avoir recours à des intervenants locaux formés et un leadership autochtone dans la prise de décision en cas d'urgence, soulignant que les communautés devraient « lutter contre leurs propres feux » en s'appuyant sur des connaissances, du personnel et des infrastructures locaux.

### Actions principales

- Accorder un financement stable et pluriannuel à toutes les communautés des Premières Nations pour soutenir les postes permanents en coordination de gestion des urgences, élaborer et mettre à jour régulièrement les plans d'urgence, et offrir une formation complète en matière d'évaluation des risques, de prévision et de coordination des évacuations, sans oublier l'accès à un réseau national de pairs qui favorise le partage des meilleures pratiques et le développement des capacités.
- Assurer un financement stable tout au long de l'année pour renforcer les modèles autochtones d'intervention d'urgence, afin de fournir aux personnes évacuées des services intégrés et de soutien qui sont coordonnés et culturellement adaptés par le biais d'équipes régionales, d'équipes d'intervention rapide et de centres d'intervention d'urgence.

# 02

## Réorienter le financement fédéral vers la prévention, la préparation et l'intervention rapide

Réformer les mécanismes de financement pour qu'ils soient proactifs, flexibles et équitables, afin que les ressources soient immédiatement disponibles durant les crises qui évoluent rapidement tout en donnant la priorité aux communautés des Premières Nations.

### Actions principales

- Investir dans des programmes de protection Intelli-feu, des périmètres défendables, des structures ignifugées et de l'équipement essentiel comme des camions-citernes, des tentes-abris et de l'appui aérien.
- Assurer la parité du financement entre les communautés des Premières Nations et les municipalités avoisinantes, fournir un financement initial flexible par le biais de programmes tels que le PAGU, et prévoir des fonds régionaux d'urgence auxquels les Premières Nations peuvent accéder directement.
- Prioriser les entreprises autochtones quant à l'approvisionnement et les modalités contractuels afin de renforcer les économies locales, de réduire les délais et d'améliorer l'efficacité des interventions en cas d'urgence.

# 03

## Garantir un soutien culturellement adapté pendant les évacuations et les efforts de rétablissement

Les évacuations perturbent non seulement la sécurité physique, mais aussi la santé mentale, les pratiques culturelles et la cohésion communautaire, de sorte que les interventions d'urgence doivent être culturellement pertinentes et ancrées dans le contexte, les traditions et les valeurs de la communauté en question.

### Actions principales

- Financer les services autochtones d'urgence (ex. : Rez Cross et Turtle Team) tout au long de l'année afin de fournir un soutien culturellement adapté, ce qui comprend les aliments traditionnels, les cérémonies, les conseils et les pratiques traditionnelles de guérison autochtones.
- Veiller à ce que les personnes évacuées restent ensemble et près de chez elles dans la mesure du possible, en ayant accès aux services intégrés pour les aînés, les jeunes et les familles, et intégrer la santé mentale, la toxicomanie et les soins de traumatologie dans tous les services d'évacuation et de rétablissement.



Source : [iStock Illustration ID: 2216151380, 2025](#)

# 04

## Investir dans les infrastructures essentielles et l'accès

Les infrastructures limitées amplifient les risques de feux de forêt et ralentissent les évacuations sécuritaires, en particulier dans les communautés nordiques et éloignées.

### Actions principales

- Améliorer les routes, les ponts et l'accès aux transports nautiques et aériens pour les communautés, en donnant la priorité aux routes praticables toute l'année qui sont résistantes aux changements climatiques.
- Construire des infrastructures communautaires résilientes, des logements à l'épreuve du feu, des espaces défendables et des zones d'évacuation.
- Intégrer les projections climatiques dans la planification des infrastructures afin de garantir leur sécurité à long terme.



Source: [iStock Illustration ID: 1134501990\\_2019](#)

# 05

## Renforcer la coordination entre les autorités

Les enjeux de coordination affectent l'efficacité des mesures d'urgence. Les communautés ont donc besoin d'être réellement au fait de la situation, en plus d'avoir un processus intégré de prise de décision appuyé par des partenariats gouvernementaux qui incluent les perspectives des Premières Nations.

### Actions principales

- Nommer des coordonnateurs locaux permanents pour relier les savoirs communautaires aux systèmes provinciaux et fédéraux.
- Élaborer des outils communs d'évaluation de la situation et intégrer les prévisions climatiques et feux de forêt dans la planification des urgences.
- Assurer une représentation complète des Premières Nations dans les centres d'opérations d'urgence provinciaux et fédéraux ainsi que dans les processus de prise de décision conjointe.

Ces recommandations donnent la priorité aux compétences, au financement, à la culture, aux infrastructures et à la coordination, tout en s'inscrivant dans un cadre fondé sur les droits et dirigé par les Autochtones. Leur mise en œuvre permettra de réduire les risques, de favoriser le rétablissement et de renforcer la résilience des communautés des Premières Nations confrontées aux menaces des feux de forêt de plus en plus graves.



**FIGURE 7 :** Illustration des piliers de la gestion des urgences en cas de feux de forêt des Premières Nations

# Conclusion

**LES EXPÉRIENCES** vécues par les communautés des Premières Nations touchées par les feux de forêt démontrent à la fois une grande vulnérabilité et une résilience remarquable. Les dommages s'étendent au-delà des biens et des infrastructures, du patrimoine culturel, des moyens de subsistance et du bien-être des communautés. Bien que les systèmes fédéraux et provinciaux apportent un soutien essentiel, les lacunes se font ressentir en matière de coordination, de financement et de services culturellement adaptés, ce qui retarde souvent le rétablissement et aggrave les traumatismes.

Les enseignements tirés soulignent qu'une collaboration significative avec les communautés des Premières Nations exige une planification proactive, un financement souple et une reconnaissance des savoirs et du leadership des Premières Nations. Il est essentiel d'adopter une approche qui fait entendre la voix des Autochtones, qui priorise la continuité culturelle et qui investit à la fois dans les phases d'atténuation et de préparation. Bien que ces conclusions soient fondées sur les expériences d'un groupe restreint de communautés des Premières Nations de l'Alberta, de la Saskatchewan et des Territoires du Nord-Ouest et qu'elles ne reflètent pas tous les contextes régionaux du Canada, ces expériences offrent des leçons précieuses pour le renforcement des efforts de préparation et d'intervention aux catastrophes dans l'ensemble du pays.



# Annexe

## Liste des personnes répondantes

### **BRENDA SANDERSON**

Chef d'équipe,  
Turtle Team, Secrétariat à la santé  
et au développement social des  
Premières Nations du Manitoba

### **CHIEF DALE STEINHAUER**

Nation crie de Saddle Lake

### **DANIKA LITTLECHILD**

Professeure associée,  
Université de Winnipeg ; membre de la  
Nation crie d'Ermineskin

### **JAMES MOXON**

Directeur général,  
Secteur des opérations régionales,  
Services aux Autochtones Canada

### **LORESSA MIKE**

Coordinatrice en gestion des urgences,  
Nation crie de Beardy's et Okemasis

### **LORNE BLESSE**

Responsable du  
développement économique,  
Nation crie de Little Red River

### **ROBERT HOTOMANI**

Coordinateur culturel,  
Turtle Team, Secrétariat à la santé  
et au développement social des  
Premières Nations du Manitoba

### **ROBERT KLINCK**

Directeur,  
Direction de la gestion des urgences,  
Services aux Autochtones Canada

### **SIMON JOUBARNE**

Directeur des opérations et  
des programmes,  
Direction de la gestion des urgences,  
Services aux Autochtones Canada

### **THOMAS LAFFERTY**

Directeur communautaire, bureau de  
Behchokǫ, gouvernement de Tłı̨chǫ

### **TY ROBERTS**

Gestionnaire des terres,  
bande indienne de Lac La Ronge

# Notes de fin

1. Statistique Canada. (2022). Peuples autochtones – Matériel promotionnel du Recensement de 2021.
2. Coogan, S. C. P., et al. 2019. « Scientists' warning on wildfire – a Canadian perspective ».
3. Ellis, T. M., et al. 2021. « Global increase in wildfire risk due to climate-driven declines in fuel moisture ».
4. Mihalus, S., et al. 2024. « Wildfire management and evacuation in indigenous communities in Canada and the United States: A scoping review ».
5. Agence de la santé publique du Canada (ASPC). 2024. Revue Rapide : Analyse intersectionnelle des effets disproportionnés des feux de forêt sur la santé de diverses populations et communautés
6. Mihalus, S., et al. 2024. « Wildfire management and evacuation in indigenous communities in Canada and the United States: A scoping review ».
7. McGee, T. K. 2021. « Evacuating First Nations during wildfires in Canada ».
8. Mottershead, K. D., et al. 2020. « Evacuating a First Nation due to wildfire smoke: The case of Dene Tha' First Nation ».
9. Scharbach, J., et Waldram, J. 2016. « Asking for a disaster: Being "at risk" in the emergency evacuation of a northern Canadian Aboriginal community ».
10. Asfaw, H. W., et al. 2019. « A qualitative study exploring barriers and facilitators of effective service delivery for Indigenous wildfire hazard evacuees during their stay in host communities ».
11. McGee, T. K. 2021. « Evacuating First Nations during wildfires in Canada ».
12. Scharbach, J., et Waldram, J. 2016. « Asking for a disaster: Being "at risk" in the emergency evacuation of a northern Canadian Aboriginal community ».
13. Statistique Canada. 2025. Mesurer le coût économique des feux de forêt.
14. Ressources naturelles Canada. 2025. « Estimated direct and indirect costs of recent extreme wildfires in western Canada » (numéro de catalogue Fo143-2/463E-PDF).
15. Cascio, W. E. 2018. « Wildland fire smoke and human health ».
16. Statistique Canada. 2023. Profil du recensement : Recensement de la population de 2021 – Behchok  [Ensemble des données]. Produit n° 98-316-X2021001 au catalogue de Statistique Canada. .
17. Sécurité publique Canada. 2019. Évaluation du Programme national d'atténuation des catastrophes.
18. Bureau du vérificateur général du Canada. 2022. Rapport 8 : La gestion des urgences dans les collectivités des Premières Nations – Services aux Autochtones Canada.
19. Ibid.
20. Ibid.
21. Christianson, A. 2014. « Social science research on Indigenous wildfire management in the 21st century and future research needs ».
22. Ibid.
23. Kimmerer, R. W., et Lake, F. K. 2001. « Maintaining the mosaic: The role of Indigenous burning in land management ».

24. Mihalus, S., et al. 2024. « Wildfire management and evacuation in indigenous communities in Canada and the United States: A scoping review ».
25. Ibid.
26. Services aux Autochtones Canada. 2019. Programme d'aide à la gestion des urgences.
27. McMahon, T., et Binks-Collier, T. 2024. « 'The forest is our skin': Why First Nations are pushing for a bigger role in wildfire management ».
28. Assemblée des Premières Nations. 2023b. Comblent le déficit d'infrastructures d'ici à 2030.
29. McMahon, T., et Binks-Collier, T. 2024. « 'The forest is our skin': Why First Nations are pushing for a bigger role in wildfire management ».
30. Asfaw, H. W., et al. 2019. « A qualitative study exploring barriers and facilitators of effective service delivery for Indigenous wildfire hazard evacuees during their stay in host communities ».
31. Croix-Rouge canadienne. 2025. Préparation aux urgences pour les communautés autochtones.
32. McGee, T. K. 2021. « Evacuating First Nations during wildfires in Canada ».
33. Scharbach, L., & Waldram, J. B. 2021. « 'This is not our first evacuation': Indigenous communities' experiences of wildfire evacuations ».
34. McGee, T. K. 2021. « Evacuating First Nations during wildfires in Canada ».
35. Maxim, P. S. 2021. « Fire insurance and First Nations communities (Report prepared for the National Indigenous Fire Safety Council) ». University of the Fraser Valley, Centre de santé communautaire et d'innovation sociale.
36. Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, ministère de l'Environnement et du Changement climatique. 2024. « Northwest Territories 2023 wildfire response review – Final report ».
37. Affaires municipales et communautaires, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. 2025. Bilan des interventions dans les Territoires du Nord-Ouest – Saison des feux de forêt 2023 [Rapport bilingue].
38. Statistique Canada. 2023. Profil du recensement : Recensement de la population de 2021 – Behchok [Ensemble des données]. Produit n° 98-316-X2021001 au catalogue de Statistique Canada.
39. Cornet, D. 2025. « 'Hats off to them': Crews continue to fight 'monster' wildfire in La Ronge ». CJME.
40. CBC News. 2015. « Saskatchewan First Nation sets up 'Rez Cross' wildfire evacuation centre ».
41. Ibid.

# Références

1. Asfaw, H.W., Nation, S.L., McGee, T.K., et Christianson, A.C. (2019). « A qualitative study exploring barriers and facilitators of effective service delivery for Indigenous wildfire hazard evacuees during their stay in host communities ». *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 41, 101300. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2019.101300>
2. Assemblée des Premières Nations. (2023a). Stratégie nationale sur le climat de l'APN : Domaines prioritaires (pp. 1-2). Assemblée des Premières Nations. <https://afn.ca/environment/National-climate-strategy/>
3. Assemblée des Premières Nations. (2023b). Comblent le déficit d'infrastructures d'ici à 2030 : Un rapport de coûts collaboratif et exhaustif identifiant les besoins d'investissement en infrastructure des Premières Nations du Canada. Assemblée des Premières Nations. <https://afn.ca/fr/economie-infrastructures/infrastructures/comblent-le-deficit-dinfrastructures/>
4. Croix-Rouge canadienne. (2025). Préparation aux urgences pour les communautés autochtones. Croix-Rouge canadienne. <https://www.croixrouge.ca/nos-champs-d-action/urgences-et-catastrophes-au-canada/soyez-pret-preparation-aux-urgences/preparation-aux-urgences-pour-les-communautés-autochtones>
5. Cascio, W. E. (2018). « Wildland fire smoke and human health ». *Science of the Total Environment*, 624, 586-595. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2017.12.086>
6. CBC News. (2015). « Saskatchewan First Nation sets up 'Rez Cross' wildfire evacuation centre ». CBC News <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/saskatchewan-first-nation-sets-up-rez-cross-wildfire-evacuation-centre-1.3143017>
7. Christianson, A. (2014). « Social science research on Indigenous wildfire management in the 21st century and future research needs ». *International Journal of Wildland Fire*, 24, 190-200. <https://doi.org/10.1071/WF13048>
8. Coogan, S. C. P., Robinne, F.-N., Jain, P. et Flannigan, M. D. (2019). « Scientists' warning on wildfire - A Canadian perspective ». *Canadian Journal of Forest Research*, 49, 1015-1023. <https://doi.org/10.1139/cjfr-2019-0094>
9. Cornet, D. (2025). « 'Hats off to them': Crews continue to fight 'monster' wildfire in La Ronge ». *CJME*. <https://www.cjme.com/2025/06/05/hats-off-to-them-crews-continue-to-fight-monster-wildfire-in-la-ronge/>
10. Ellis, T. M., Bowman, D. M. J. S., Jain, P., Flannigan, M. D. et Williamson, G. J. (2021). « Global increase in wildfire risk due to climate-driven declines in fuel moisture ». *Global Change Biology*, 28(4), 1544-1559. <https://doi.org/10.1111/gcb.16006>
11. Secrétariat à la santé et au développement social des Premières Nations du Manitoba. (2023). Turtle Team. <https://www.fnhssm.com/turtle-team>
12. Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, ministère de l'Environnement et du Changement climatique. (2024). « Northwest Territories 2023 wildfire response review - Final report ». [https://www.gov.nt.ca/ecc/sites/ecc/files/resources/1\\_nwt\\_wildfire\\_response\\_review\\_report\\_and\\_appendices\\_final\\_compressed-9k.pdf](https://www.gov.nt.ca/ecc/sites/ecc/files/resources/1_nwt_wildfire_response_review_report_and_appendices_final_compressed-9k.pdf)
13. Kimmerer, R. et Lake, F. (2001). « Maintaining the mosaic: The role of Indigenous burning in land management ». *Journal of Forestry*, 99, 36-41. <https://doi.org/10.1093/jof/99.11.36>
14. Maxim, P. S. (2021). « Fire insurance and First Nations communities (Report prepared for the National Indigenous Fire Safety Council) ». University of the Fraser Valley, Centre de santé communautaire et d'innovation sociale. <https://www.ufv.ca/media/assets/community-health-and-social-innovation-hub/nifsc-publications/Cost-benefit-Fire-Insurance-First-Nations-.pdf>

15. McMahon, R., et Binks Collier, M. (2024). « Rotting foundations. Rampant mould. Sewage backups. What an expert's report reveals about the state of housing in 'deliberately underfunded' First Nations. Investigative Journalism Bureau ». <https://ijb.utoronto.ca/news/rotting-foundations-rampant-mould-sewage-backups-what-an-experts-report-reveals-about-the-state-of-housing-in-deliberately-underfunded-first-nations-2/>
16. McGee, T. K. (2021). « Evacuating First Nations during wildfires in Canada ». *Fire Safety Journal*, 120, 103120. Elsevier. <https://doi.org/10.1016/j.firesaf.2020.103120>
17. Mihalus, S., Galway, L. P., Robinson, L. W., Duckert, D. et Parenteau, D. (2024). « Wildfire management and evacuation in indigenous communities in Canada and the United States: A scoping review ». *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 100, 10004170. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2023.104170>
18. Mottershead, K. D., McGee, T. K. et Christianson, A. (2020). « Evacuating a First Nation due to wildfire smoke: The case of Dene Tha' First Nation ». *International Journal of Disaster Risk Science*, 11(3), 274-286. Springer Nature. <https://doi.org/10.1007/s13753-020-00281-y>
19. Affaires municipales et communautaires, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. (2025). Bilan des interventions dans les Territoires du Nord-Ouest – Saison des feux de forêt 2023 [Rapport bilingue]. [https://www.maca.gov.nt.ca/sites/macaf/files/resources/nwt\\_ofter-action\\_review\\_-\\_bilingual.pdf](https://www.maca.gov.nt.ca/sites/macaf/files/resources/nwt_ofter-action_review_-_bilingual.pdf)
20. Ressources naturelles Canada. (2025). « Estimated direct and indirect costs of recent extreme wildfires in western Canada (Catalogue No. Fo143-2/463E-PDF) ». Gouvernement du Canada. [https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2025/nrcan-nrcan/Fo143-2-463-eng.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2025/nrcan-nrcan/Fo143-2-463-eng.pdf)
21. Bureau du vérificateur général du Canada. (2022). Rapport 8 : La gestion des urgences dans les collectivités des Premières Nations – Services aux Autochtones Canada. [https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/docs/parl\\_oag\\_202211\\_08\\_f.pdf](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/docs/parl_oag_202211_08_f.pdf)
22. Agence de la santé publique du Canada (ASPC). (2024). Revue Rapide : Analyse intersectionnelle des effets disproportionnés des feux de forêt sur la santé de diverses populations et communautés. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/publications/vie-saine/revue-rapide-analyse-intersectionnelle-effets-disproportionnes-feux-foret-diverses-populations-communautes.html>
23. Sécurité publique Canada. (2019). Évaluation du Programme national d'atténuation des catastrophes. <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrccs/pblctns/vltn-ntnl-dsstr-mtgn-prgrm-2019/vltn-ntnl-dsstr-mtgn-prgrm-2019-fr.pdf>
24. Scharbach, J. et Waldram, J. (2016). « Asking for a disaster: Being "at risk" in the emergency evacuation of a northern Canadian Aboriginal community ». *Human Organization*, 75, 59-70. <https://doi.org/10.17730/0018-7259-75.159>
25. Statistique Canada. (2022). Peuples autochtones – Matériel promotionnel du recensement de 2021. <https://www.statcan.gc.ca/en/census/census-engagement/community-supporter/indigenous-peoples>
26. Statistique Canada. (2023). Profil du recensement : Recensement de la population 2021 – Behchokǝ [Ensemble de données]. Statistique Canada Catalogue no. 98-316-X2021001. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&SearchText=Behchok%C3%B2&DGUIDlist=2021A00056103031&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1&HEADERlist=0>
27. Statistique Canada. (2025). Mesurer le coût économique des feux de forêt. <https://www.statcan.gc.ca/01/fr/plus/8369-mesurer-le-cout-economique-des-feux-de-foret>

# Remerciements

## PARTENAIRES



### MENTOR.E.S

Scott Taymun  
Suzanne Gouin  
Jonathan Dewar

### COACHS

Suzanne Nault  
Karim Djinko  
Sally Diab

### COLLABORATEURS

**Sarmishtha Subramanian**  
Édition  
**Alicia Hibbert**  
Révision  
**Laura Rojas**  
Graphisme  
**Juliana Bandeira**  
Illustration  
**Traduction M**  
Traduction

La rédaction de ce rapport n'aurait pas été possible sans la collaboration et le soutien des membres des communautés et des organismes avec lesquels nous avons collaboré. Plusieurs d'entre eux ont généreusement partagé leurs expériences, leurs connaissances et les leçons qu'ils ont tirées en matière de préparation et d'intervention aux situations d'urgence, d'évacuation, de soutien aux communautés et de résilience. Nous tenons à exprimer notre sincère reconnaissance aux membres des Nations suivantes :

Nation dénée de Behchoko, Nation crie d'Ermineskin, Bande indienne du lac La Ronge, Nation crie de Little Red River, Nation crie de Saddle Lake, Rez Cross, Nation crie de Beardy's and Okemasis, Turtle Team, Secrétariat à la santé et au développement social des Premières Nations du Manitoba, Sécurité publique Canada, Services aux Autochtones Canada.

Nous saluons également le dévouement des membres de la communauté, des bénévoles et des prestataires de services locaux qui, grâce à leurs efforts inlassables pendant les feux de forêt, ont assuré la sécurité et le bien-être de leur voisinage.

Enfin, nous reconnaissons le leadership des chefs, des conseils et des coordinateurs et coordinatrices en gestion des urgences de toutes les communautés, dont les connaissances, la prévoyance et la résilience constituent le fondement de pratiques de gestion des urgences efficaces et culturellement adaptées.

### ÉQUIPE PPF

**Inez Jabalpurwala**  
Présidente-directrice générale

**Sara-Christine Gemson**  
Directrice générale du Fellowship d'Action Canada et de l'école du FPP

**Anne Matio**  
Responsable du Fellowship d'Action Canada et de l'école du FPP

**Dayna Tong**  
Coordinatrice du Fellowship d'Action Canada et de l'école du FPP

### CONSEIL CONSULTATIF

Dakota Norris  
Kevin Quinlan  
Lindsay Colley  
Phil De Luna  
Kelly O'Neil  
Graeme Reed  
Laura Corrales  
Jeff MacDonald  
Darcy Demarsico  
Mathieu Bélanger  
Kyle McKenzie  
Rachel Guthrie  
Erin Taylor  
Lora Huntley

